

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENNESSY Bagnolet

1 RUE DE LA RICHONNE
16100 Cognac

Références : 2024 1652 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007201807

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement HENNESSY Bagnolet implanté CHAIS DE BAGNOLET 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 20/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action national 2024 PFAS.

Il s'agissait de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des rejets de PFAS dans les effluents industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENNESSY Bagnolet
- CHAIS DE BAGNOLET 16100 Cognac
- Code AIOT : 0007201807
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HENNESSY dont le siège social est basé 1 rue de la Richonne à Cognac, est spécialisée dans la fabrication et le stockage de cognac. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut au titre de la rubrique 4755 Pour le stockage d'alcools de bouche.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les analyses des PFAS sur ses 2 points de rejets susceptibles d'en émettre.

Certaines substances quantifiées sont du même ordre de grandeur que les limites du laboratoire.

L'exploitant a mené des investigations pour déterminer l'origine de ces substances. Cette démarche doit se poursuivre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur son site de 6 émulseurs fluorés et un émulseur non fluoré.</p> <p>À la suite d'une fuite totale observée sur la cuve de l'émulseur du local D5 à haut Baignolet détecté et ayant fait l'objet d'échanges depuis l'inspection du 5 mars 2024, il a été demandé à l'exploitant de réaliser les analyses PFAS sur ses rejets aqueux conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> <p>Pour rappel, les émulseurs fluorés de type AFFF seront proscrits en juillet 2025 et l'exploitant est dans une démarche de substitution de ces derniers.</p> <p>Le site étant destiné principalement au stockage d'alcool, l'exploitant a mis en évidence que seuls les émulseurs fluorés de type AFFF, utilisés pour les systèmes d'extinction automatique dopés à la mousse des chais, pouvaient contenir des PFAS.</p> <p>Pour établir la liste des PFAS présents sur le site, l'exploitant a lancé des démarches auprès des fournisseurs pour obtenir la liste des substances présentes dans leurs émulseurs, les FDS n'étant pas assez précises.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit la liste des PFAS présents sur le site et il examinera également si des PFAS sont observés dans les produits de maintenance sur site. Si tel est le cas, il entame une démarche pour les substituer de façon pérenne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Les analyses ont été réalisées sur les 2 points de rejet susceptibles d'émettre des PFAS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EP 8, correspondant au réseau d'eaux pluviales du Haut Bagnolet où se situe le local D5 et l'émulseur fuyard. A noter que le local D5 a été mis sur rétention depuis et que des investigations des réseaux enterrés ont été réalisés pour s'assurer de l'absence de défaut et d'éventuelles dispersion en PFAS dans l'environnement au droit de défauts du réseau enterré ; - EP 34, correspondant au réseau d'eaux pluviales du Bagnolet où se trouvent les plus anciens chais (1970). <p>Les 3 campagnes d'analyses réalisées en mars, juin et septembre 2024 ont porté sur l'ensemble des 20 PFAS.</p> <p>De manière exploratoire, l'analyse de mars a également porté sur les 8 PFAS cités au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel. Ces substances n'ayant pas été quantifiées, elles n'ont pas été analysées par la suite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés par l'équipe de HENNESSY qui ne dispose pas de l'agrément ni d'une accréditation pour le prélèvement des PFAS.</p> <p>Les analyses ont été réalisées par le laboratoire IANESCO dûment accrédité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les prélèvements et analyses doivent être réalisés par un organisme agréé.</p> <p>L'exploitant transmet sous 1 mois le nom du prestataire retenu et les dates d'intervention envisagées pour procéder aux nouvelles analyses requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les limites de quantifications (LQ) annoncées dans les rapports d'analyses sont correctes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats ont été renseignés sur l'application GIDAF. Les PFAS suivants ont été quantifiés au moins une fois lors des campagnes de mesures : <u>EP 34 :</u> - AOF : 10 µg/L en juin et 3 µg/L en septembre <u>EP 8 :</u> - AOF : 13 µg/L en juin et 12 µg/L en septembre - PFOS : 0,3 µg/L en juin et 0,21 µg/L en septembre L'origine de ces substances est difficile à déterminer : - L'exploitant indique n'introduire aucune molécule dans son process donc aucun PFAS et tous les émulseurs AFFF sont stockés à l'abri des intempéries - L'analyse des eaux de forage ainsi que celles sur le cognac ne montrent aucun PFAS. - L'étanchéité des réseaux enterrés de l'émulseur du local D5 a été vérifié. Le rapport du 3 juillet 2024 conclut « le réseau est réputé étanche », la fuite est alors restée confinée à l'intérieur du réseau sprinkler. Par ailleurs, suite à l'inspection du 05/03/2024, le suivi des niveaux d'émulseur de

toutes les cuves du site est renforcé et interprété.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant poursuit ses investigations pour trouver l'origine des AOF avec notamment :</p> <p>1/ nouveaux prélèvements et analyses sous agrément</p> <p>2/ recherche des substances présentes dans les émulseurs</p>
Type de suites proposées : Sans suite